



Bulletin de conjoncture

MICHIGAN STATE
UNIVERSITY

Réalisé conjointement avec le PROMISAM – MSU - USAID
Bulletin d'analyse prospective du marché agricole
Mai 2013

La crise politico-sécuritaire affecte le marché céréalier à la stabilité pour les céréales sèches et à la baisse pour le riz local

I. Contexte

Le marché céréalier subit, avec la crise politico-sécuritaire que connaît le pays depuis Mars 2012, une perturbation des échanges entre les zones de production situées au sud et les zones de fortes demandes situées généralement dans le Nord du pays et dans le sahel occidental. En effet, nous retiendrons qu'entre 2009 et 2011 les échanges de céréales, rien qu'avec Gao, ont porté sur 22.100 ; 24.500 ; et 29.000 Tonnes, respectivement en 2009, 2010 et 2011. Avec la crise, ces échanges sont tombés à 4.500 Tonnes en 2012, représentant le volume des céréales transférées entre Janvier et le début de l'occupation par les djihadistes et narcotrafiquants du septentrion de notre pays. C'est à partir de Mars 2012 que les transferts de céréales entre le sud et le nord ont été ainsi interrompus. Il faut rappeler qu'en lieu et place des échanges commerciaux, les aides alimentaires en riz et d'autres produits alimentaires ont été drainés vers les populations restées sur place au nord et celles déplacées à l'intérieur du pays et réfugiées dans les pays voisins.

Cette situation a significativement affecté le marché dans sa globalité, avec le ralentissement des mouvements de céréales qui s'en est suivi.

Si en 2012, il n'y a pas eu cette morosité dans les mouvements des céréales tout simplement parce que la campagne agricole 2011/12 n'a pas été bonne et les disponibilités céréalières suffisaient juste pour l'approvisionnement des marchés du sud, la situation est toute autre en 2012/13 avec des excédents céréaliers face à une rupture des principaux flux de céréales destinés au Nord, le sahel occidental et la Mauritanie qui constituent les principales zones d'absorption des céréales sèches, notamment le mil et le sorgho.

Les mouvements de céréales, en année normale et dans les conditions de sécurité normales sont continus entre les zones de production et ces zones de demande citées plus haut. Leur interruption constitue un facteur de baisse des transactions céréalières à plusieurs niveaux.

D'abord, la morosité observée actuellement sur les marchés, due au ralentissement des mouvements de céréales affecte beaucoup la situation financière des commerçants dont le commerce de céréales constitue l'activité principale.

La vitesse dans les mouvements des céréales accroît les manutentions et de ce fait crée des opportunités de travail pour des manœuvres saisonniers qui évoluent dans ce secteur. Le ralentissement constaté de cette vitesse a conduit à une perte importante

d'emplois saisonniers pour ces jeunes, contribuant ainsi à l'afflux important de ces jeunes vers les sites d'orpaillage cette année.

Plus encore, les opérateurs des zones de demande du Nord et du Sahel Occidental jouent un rôle de financiers dans le financement de la collecte d'une part importante du volume de céréales transférées du Sud vers ces zones. La crise actuelle a perturbé beaucoup de ces activités de transferts et le système de préfinancement a été interrompu.

A l'instar des bulletins précédents, ce numéro analyse l'évolution des marchés des céréales sèches et du riz dans une première partie pour évaluer les effets de la crise sur les prix. Dans une seconde partie, il examine la dynamique des échanges de céréales entre le Sud du pays et les marchés du Nord. Les perspectives de l'évolution des marchés dans les mois à venir sont ensuite tirées à partir de l'analyse de l'évolution des marchés, notamment par rapport aux prix et à la dynamique des échanges qui s'installe progressivement entre les marchés des zones de production et les marchés de consommation du Nord et du Sahel Occidental. Enfin, la dernière partie traite des conclusions et recommandations destinées à mieux orienter les décideurs institutionnels et autres partenaires pour une meilleure gestion de la campagne de commercialisation en cours.

II - Evolution des Prix

Cette partie va être consacrée à l'évolution des prix des céréales sèches et du riz. Comme on a pu le constater, c'est la morosité qui caractérise les marchés céréaliers depuis la fin de la reconstitution des stocks communautaires, des achats de certaines ONG et ceux des premières tranches réalisées par le PAM.

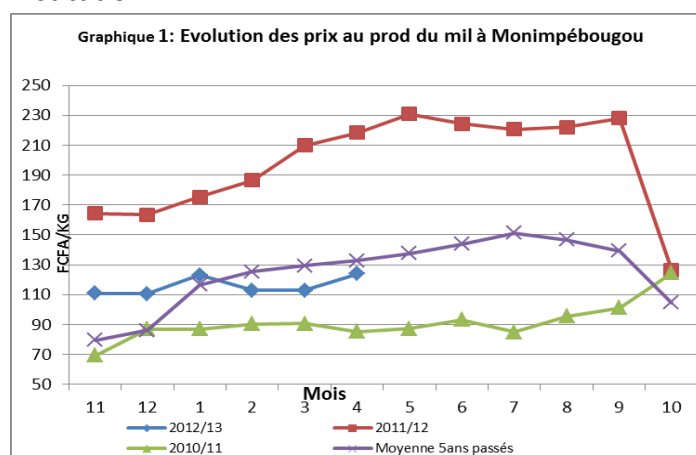
2.1 Evolution des prix des céréales sèches

L'analyse des prix des céréales sèches va concerner le mil et le maïs. Elle se fera d'une part sur les marchés

de production de Monipébougou et M'Pessoba pour le mil et le maïs, respectivement, et d'autre part sur le marché de consommation du district de Bamako pour le mil.

Comme on peut le constater, depuis le démarrage de la campagne de commercialisation 2012/13, le mil a connu deux pics en Janvier et en Avril, notamment à Monipébougou. En dehors de ces deux pics qui, bien qu'à deux périodes assez éloignées l'une de l'autre, se sont affichés à 123 FCFA le kilo pour Janvier et 124 FCFA pour Avril 2013, donc quasiment au même niveau, les prix sont restés stables. Du graphique 1, on peut toujours noter la stabilité de ces prix depuis Novembre jusqu'en Décembre 2012 à 111 FCFA le kilo et qu'entre les deux pics, les prix ne se sont affichés qu'à 113 FCFA le kilo.

Il faut rappeler qu'en année normale (sans la crise), le marché de Monipébougou est le principal marché d'approvisionnement de la Mauritanie en céréales sèches, notamment en mil. Avec la crise sécuritaire, les mouvements de céréales vers ce pays ont été quasiment interrompus, expliquant la stabilité relative des prix intervenue avant les premières interventions du PAM en Janvier 2013 et celle qui a prévalu juste après le retrait momentané de cette institution.



Source : Données de prix OMA

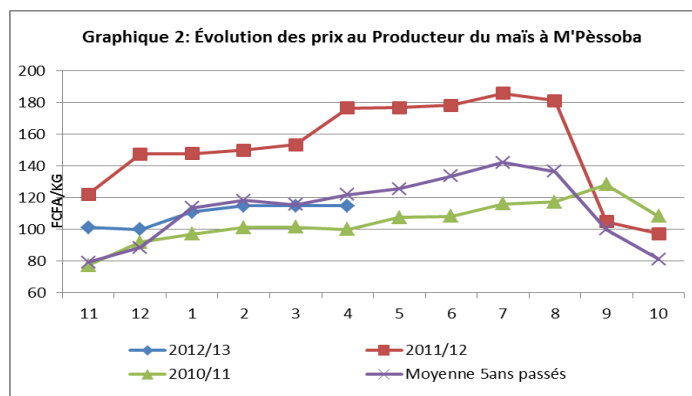
L'autre constat non des moindres, c'est l'évolution des prix en dessous, non seulement de ceux de la même période de l'année dernière, mais surtout

depuis Janvier 2013, en dessous de la moyenne des cinq dernières années (cf. Graphique 1).

Ceci est révélateur du ralentissement des mouvements de céréales qui caractérise les marchés cette année. En effet, les mouvements les plus importants que l'on peut relever actuellement concernent les demandes des Grands Moulins et des Moulins du Sahel, notamment pour le maïs.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) à travers ses achats, près de 30.000 Tonnes pour la première tranche et d'autres tranches en cours d'exécution, constitue le principal acteur ayant largement contribué au petit mouvement à la hausse dont a bénéficié la filière céréalière cette année.

Ce sont plutôt d'autres produits qui ont fait l'objet de très grands mouvements sur les marchés. Il s'agit, notamment des noix d'acajous sur les marchés de Bougouni, Sikasso et Bla. Les produits d'exportation via les pays côtiers n'ont pas été affectés par la crise.



Source : Données de prix OMA

Cependant, on retiendra des entretiens avec les opérateurs de Koutiala, Bla, Ségou et Niono qu'à la faveur de l'Opération SERVAL, les mouvements de céréales ont repris en direction du Nord où ils avaient été interrompus. Ainsi, le sac de 100 kilos de mil a été cédé à Gao à 19.000 FCFA au cours de la première quinzaine d'Avril 2013. Et à cette même période, le mil a été cédé à 15.500 FCFA le sac de 100 kilos à Bla. A cause de l'insécurité résiduelle, ces mouvements sont très limités et dans certains cas

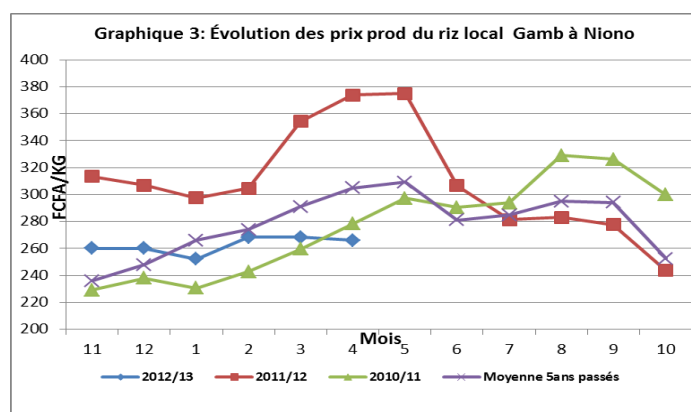
ont dû être suspendus à cause des braquages, notamment sur l'axe Niono-Léré.

Parallèlement, les achats du PAM ont permis également de rehausser un peu le niveau des mouvements dans les localités de Niono à travers des livraisons de mil aux commerçants de Ségou signataires des contrats d'achats du PAM.

2.2 Evolution des prix du Riz

Le marché de riz a fait l'objet d'importantes interventions extérieures, notamment les aides alimentaires destinées aux populations déplacées et aux réfugiées victimes des conflits du Nord. En effet, les aides alimentaires octroyées par les partenaires du Mali pour soutenir notre pays dans cette épreuve, sont constituées en partie de riz.

Il faut dire que si ces aides ont beaucoup contribué à soulager les populations, elles ont cependant contribué, avec les importations commerciales, à augmenter significativement les disponibilités en riz, ce qui a, du coup, ralenti de façon notable les mouvements de riz local.



Source : Données de Prix OMA

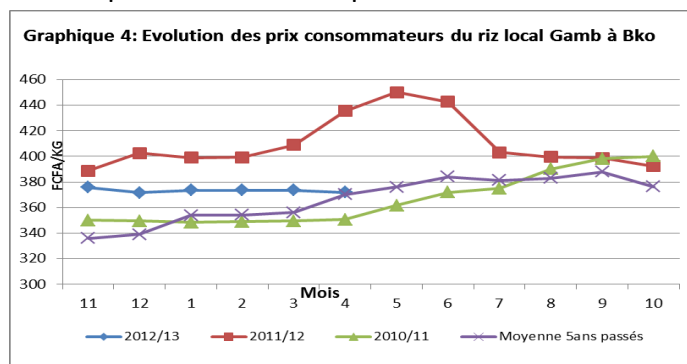
L'examen du graphique 3 montre que les prix du riz local ont évolué, largement, en deçà de leurs niveaux de la campagne précédente (certes une campagne de crise) mais également en deçà de ceux de la moyenne pluriannuelle depuis Janvier 2013. Ces prix s'affichent actuellement en deçà de leurs niveaux de

la même période de 2010/11, considérée comme une campagne relativement calme depuis les années de crise 2007/08 et 2008/09 en termes de flambée des prix.

Il est ressorti de nos entretiens dans la zone Office du Niger, notamment à Niono, que les producteurs disposent de stocks, mais qu'à cause de leurs niveaux d'endettement, ils considèrent que les niveaux actuels de prix ne constituent pas des opportunités d'écoulement de ces stocks.

L'évolution des prix sur le graphique 3, est très révélatrice d'une tendance baissière qui, à l'évidence contredit le mouvement saisonnier normal qui devrait être plutôt ascendant pour la période.

Ceci atteste de la présence d'une offre de riz plus importante due aux aides et importations commerciales en l'absence d'une demande conséquente du marché du fait de la crise sécuritaire. Ce sont donc les producteurs de riz qui payent pour la crise par des baisses de prix et donc de revenus.



Source : Données OMA

III Dynamique des échanges entre les marchés céréaliers du Sud et du Nord du pays

Les mouvements de produits les plus importants concernent actuellement l'exportation des noix d'acajous à partir des localités de Bougouni, Sikasso et Koutiala. Ces produits sont pour la plupart d'origine ivoirienne et leur destination finale est l'Inde via le Ghana. En effet, ces produits viennent du Nord ivoirien et à cause des problèmes de sécurité sur le tronçon routier qui lie le Nord ivoirien au port

d'Abidjan, les commerçants passent par le Mali pour exporter via le Ghana.

De l'avis des commerçants interviewés, les opérateurs étrangers qui se rendaient sur place pour les céréales se sont détournés de nos marchés pour raisons d'insécurité. Ceci se traduit donc par un ralentissement notoire des transactions de grandes envergures vers les pays voisins. Les transactions se limitent à l'approvisionnement du circuit de distribution des centres de consommation du pays.

Pour une campagne agricole 2012/13 très largement excédentaire (1.500.000 Tonnes, toutes céréales confondues), dans un marché morose, la question est de savoir comment disposer de cet excédent?

En effet, tel que évoqué plus haut, le marché céréalier a perdu certains de ses débouchés très importants du fait de la crise sécuritaire qui s'est installée dans notre pays à la faveur des mouvements Djihadistes et le MNLA.

Les échanges commerciaux ont ainsi pris un coup sérieux avec la suspension des échanges de céréales qui, traditionnellement constituaient l'épicentre des activités commerciales entre le Nord et le Sud du pays.

Ces échanges qui portaient ainsi sur 20 à 30.000 Tonnes l'an entre 2009 et 2011, sont tombés à moins de 5.000 Tonnes en 2012, tout simplement parce que le Nord n'était plus accessible aux opérateurs du Sud.

Aujourd'hui, grâce à l'Opération SERVAL, et à la faveur de la libération progressive des localités occupées, ces échanges sont en train de reprendre progressivement. Ainsi, à la date du 8/5/2013, la ville de Gao a reçu près de 15 camions de 40 Tonnes, soit près de 600 Tonnes de mil en provenance des marches des zones de production du Sud. Les zones inondées de Mopti et Tombouctou (Youwarou, Niafunké, Saréyamou, Saraféré, Tonka etc.) ont aussi

reçu près de 1.000 Tonnes de mil acheminées par les pinasses.

Cependant, certaines inquiétudes demeurent quant à la reprise des activités économiques dans ces zones en l'absence des institutions financières capables d'assurer les transferts sécurisés des fonds. En effet, il ressort des discussions avec les commerçants céréaliers que l'absence des banques dans le Nord les oblige à transporter des liquidités issues de la vente des céréales avec le risque d'être attaqués à tout moment. Ce risque est perçu par les commerçants comme le principal frein à la dynamisation des transactions cérésières entre le Nord et le Sud.

IV Perspectives d'évolution des marchés

Le ralentissement des mouvements de céréales consécutives à l'absence d'opportunités pour les grandes transactions, notamment les achats de l'OPAM pour la reconstitution du SNS d'une part et d'autre part les problèmes sécuritaires qui empêchent les étrangers de venir chercher des céréales, comme ils en avaient l'habitude a fortement affecté les prix.

En effet, entre Novembre et Décembre 2012, les prix ont augmenté à cause de la forte demande pour la reconstitution des stocks communautaires, familiaux, etc., également avec les premiers achats du PAM. Il faut rappeler que la campagne 2011/12 a été éprouvante pour les acteurs qui ne disposaient pas de stocks report.

La fin de ces reconstitutions et les problèmes sécuritaires qui ont très fortement affecté le marché céréalier et entraîné la morosité des échanges devrait déboucher en perspective sur une stabilité prolongée voire, dans certains cas, une baisse des prix des céréales sèches.

Ceci est déjà visible avec le riz dont la tendance des prix est à la baisse tant au niveau des marchés de production dans les zones de l'ON qu'à celui de la consommation dans le district de Bamako. Les aides alimentaires en riz en quantités importantes

contribueront certainement à exacerber cette situation.

Il faut cependant noter que FEWS-NET, le système d'alerte précoce de l'USAID, prévoit une forte augmentation des prix du mil et du maïs dans la sous-région ouest africaine à cause d'un déficit de production au Nigeria qui dépasse les surplus de production des autres pays. Ainsi, la demande du marché dépassera les offres de céréales à l'échelle de la sous-région poussant ainsi les prix à la hausse. Toutefois, cette tension pourrait être atténuée dans les pays directement tampons, notamment le Niger et le Burkina qui ont des programmes de distribution et/ou de ventes modérées de céréales en cours. Aussi, la transmission de la pression des prix dans la sous-région au marché céréalier du Mali dépendra de l'évolution de la situation sécuritaire du pays.

V Conclusion et Recommandations

La campagne de commercialisation a été très agitée au démarrage avec la mise en œuvre de divers programmes de reconstitution des stocks (communautaire, familiaux, ONG etc.). Cependant, très vite, elle a perdu de sa vitalité à cause des problèmes sécuritaires qui ont fortement perturbé la fréquentation de certaines foires et ont empêché la plupart des opérateurs étrangers à venir s'approvisionner au Mali ainsi que le transfert des céréales des zones de production du Sud vers les centres de consommation du Nord et du Sahel Occidental.

A la faveur de l'Opération SERVAL les zones occupées sont en passe d'être totalement libérées, et les échanges avec ces zones reprennent progressivement. Cependant, les transactions cérésières peinent à reprendre à cause de l'absence de banques dans les zones libérées.

Il est urgent donc que les autorités politico-militaires s'attèlent davantage à la sécurisation des zones libérées en vue du retour très rapide des banques pour une reprise effective de l'activité économique.